

CATHOLIQUES VAROIS ET RESISTANCE

La Résistance varoise est dominée par les francs-maçons, les socialistes et les communistes. Rien d'étonnant à cette domination de la gauche laïque. Le phénomène est général, notamment dans la France méridionale. Mais, dans le Var, la faiblesse de la Résistance chrétienne est particulièrement notable.

Ce phénomène reflète le peu de dynamisme des mouvements d'action catholique avant-guerre et la prépondérance politique de cette gauche à qui Vichy a fermé toute possibilité de ralliement en instruisant le procès de la République et de ceux qui l'ont servi. Le clivage majeur qui sépare les « Rouges » des « Blancs » dans la plupart des communes recoupe pour l'essentiel celui qui divise cléricaux et anticléricaux.

Les catholiques et Vichy

Les « Blancs », quelle que soit leur origine, soutiennent initialement sans réticences le nouveau régime. Il est le leur. L'aile marchante des catholiques trouve avec Vichy un terrain de revanche et tient le haut du pavé grâce à la Légion française des combattants à laquelle beaucoup de curés adhèrent (tout comme les instituteurs). L'armée et les municipalités nommées autorisent les processions prohibées par les élus déchus, par exemple celle de Saint-François de Paule à Fréjus, le 29 avril 1941, ou, à Draguignan, celle, non moins traditionnelle, qui conduit le 8 septembre, à Notre-Dame du Peuple. L'épuration des noms de rues illustre le changement d'orientation d'une façon non équivoque. Les noms des héros anticléricaux placés parfois aux abords des églises, sont généralement remplacés par d'autres moins choquants pour les chrétiens, en général les noms anciens que la République avait voulu éradiquer. Les cérémonies religieuses, parties prenantes du rituel institué par l'Etat Français, et la promotion de Jeanne d'Arc sont, localement, les manifestations les plus claires de cette alliance.

Bien que les conflits clochemerlesques du début du siècle aient pris quelques rides, ressurgissent ici et là – à Vinon, Montfort, Solliès-Toucas,

etc. – des protestations contre des interdictions de sonneries de cloche mal digérées et quelques heurts au sujet de processions plus ou moins tolérées sur la voie publique. Si les curés se montrent en général discrets et conciliants, le nouvel évêque, Monseigneur Gaudel, d'origine lorraine, ancien professeur de théologie à Strasbourg, se montre pétainiste affiché jusqu'en 1943 au moins. Dès son intronisation, le 16 décembre 1941 à Fréjus et le 18 à Toulon, il exalte la politique du Maréchal. Quelques mois après, en août 1942, il est de ceux que les rafles de Juifs étrangers en zone Sud n'indignent pas et signe le télégramme de fidélité au Maréchal envoyé par certains membres du haut clergé du Sud-Est réunis à l'abbaye de Lérins en septembre¹. Dans *La Semaine religieuse* du 28 août 1943, il appelle encore au rassemblement autour du Maréchal à l'occasion de la fête de la Légion, le 2 septembre suivant.

Très peu d'ecclésiastiques se compromettent en adhérant aux groupements collaborationnistes ou en se livrant à des actes sanctionnés à la Libération. La dénonciation d'un Anglais antipétainiste en août 1941 à Sainte-Anne-du-Castellet reste heureusement unique. Mais, même du côté des prélats qui, avant guerre, s'étaient montrés les plus ouverts à la question sociale, les ambiguïtés tardent souvent à se dissiper. Le Révérend Père Olmi, Supérieur des Maristes, mentor des syndicalistes chrétiens toulonnais, animateur de l'action catholique, proclame sa confiance dans le chef de l'Etat – « *Il rebâtira solidement l'édifice branlant mais jamais ruiné de la bonne maison France* » – en concluant une conférence publique au grand théâtre de Toulon, le 22 novembre 1941, au cours de laquelle, traitant des relations entre l'Eglise et l'Etat, il a cité en exemple l'Italie mussolinienne et fait l'éloge du Portugal salazariste proposé comme modèle².

Quelques ecclésiastiques résistants

S'il en est peu d'indignes, les résistants patentés, même tard, n'excèdent guère la dizaine parmi les ecclésiastiques varois.

L'énergique curé de La Crau, l'abbé Deschamp, tranche sur le conformisme d'un milieu où l'Action Française possède une certaine influence. Ce prêtre a refusé d'adhérer à la Légion bien que capitaine pendant la guerre. Il est l'âme, le chef incontesté de la Résistance de sa commune. C'est le seul prêtre intégré dans l'état-major des Mouvements Unis de la Résistance dont il est l'un des pourvoyeurs de réfractaires, de ravitaillement et de renseignements. Son tempérament, ses paroles en chaire, les manifestations artistiques qu'il organise lui créent

1. A.D. Bouches-du-Rhône M6 III 1138, rapport mensuel du préfet du Var du 1^{er} octobre 1942 : l'évêque estime n'avoir pas à prendre position sur le regroupement des Juifs étrangers et considère que « *la manière dont les opérations avaient été conduites dans son diocèse était empreinte de toute l'humanité qu'il devait chrétiennement souhaiter* ».

2. Des témoins nous ont affirmé que le Révérend Père Olmi était gaulliste et qu'il a eu sous l'occupation une attitude courageuse et quelques difficultés avec sa hiérarchie.

quelques difficultés avec les troupes italiennes d'occupation qui obtiennent de l'évêque son éloignement³.

Très tôt, dès janvier 1941, le curé de Cavalaire s'est signalé par ses prêches aux accents patriotiques, suscitant la colère d'une section légionnaire particulièrement vindicative : considéré comme le chef de file du « parti » gaulliste, ce qui paraît fort exagéré, il est dénoncé à diverses reprises, notamment lorsque, profitant du 11 novembre 1941, il s'appuie sur Judas Macchabée, héros de la résistance à l'oppresseur grec, pour affirmer qu'il vaut mieux périr les armes à la main plutôt que de souffrir les maux de la Patrie⁴. Le père mariste Riboulet qui enseigne l'histoire-géographie à l'Externat Saint-Joseph à Toulon est inculpé, en compagnie de deux de ses élèves, en juillet 1941 pour propagande anglophile. Le père Tyson, un jésuite tropézien, fait partie du premier noyau du Front national en 1942.

Le clergé ne se démarque pas de son milieu. L'occupation, venant après le retour de Laval au pouvoir, trouble, fait osciller de Pétain à Giraud. La Libération est attendue et redoutée. L'appui que Vichy a donné à l'Eglise ne se retournera-t-il pas contre elle ? Certains curés s'engagent, comme l'abbé Perol du Plan-du-Castellet, animateur des groupes de jeunesse rurale, qui, dès le début du STO, alors que les filières résistantes s'esquissent à peine, participe au camouflage des réfractaires, sans se soucier de leur origine. Le curé du Luc, l'abbé Crétet aide les maquisards FTP des Maures alors qu'à Nans-les-Pins où il officiait peu de temps avant, il était l'âme du « parti des Blancs » en conflit avec le Peppone local, républicain anticlérical bon teint. L'abbé Aloisi, curé de Bargemon, devenu le responsable des parachutages, est arrêté par la Gestapo de Draguignan le 24 avril 1944 et envoyé en déportation. L'abbé Robineau, aumônier du foyer Jeanne d'Arc à Toulon, ancien curé de Saint-Honoré d'Eylau à Paris, n'ira pas si loin. Expulsé du camp dit retranché par le commandement maritime, en 1943, pour favoriser les départs vers les maquis de Savoie, replié à Castellane où il continue sa dangereuse activité, il est arrêté, emprisonné à Nice et fusillé au quartier de l'Ariane avec d'autres otages, le 15 août 1944.

Pendant tout ce temps, l'hôtellerie de la Sainte-Baume, tenue par Renée Folco (« Marianne » à cause de ses initiales), militante des Equipes sociales de Toulon avant-guerre, héberge les réprouvés, Juifs d'Europe centrale et résistants traqués, avec la complicité des Dominicains de Saint-Maximin. Parmi eux, on remarque moins le père Bruckberger qui ne s'y est point signalé lors des séjours qu'il y faisait que d'autres moins notoires comme les pères de Bienassis ou Parceval. Leur adhésion au Front national prend ses racines là, avant de s'afficher de manière spectaculaire à la Libération.

3. A.D. Var 1 W 88, correspondance entre l'évêque et le préfet à ce sujet en juillet 1943 : les Italiens lui reprochent particulièrement d'avoir fait chanter « *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* » en leur présence lors d'une matinée artistique début juin.

4. Arch. privées, rapport mensuel de la section locale de la Légion du 3 décembre 1941.

Témoignage Chrétien

La faiblesse de la Résistance spécifiquement chrétienne se mesure à la quasi absence des mouvements clandestins qui lui sont attachés. Alors que son journal est imprimé à Marseille, le mouvement Liberté, animé par des démocrates-chrétiens, ne paraît pas avoir de correspondants dans le Var. Il n'y possède en tout cas aucun groupe structuré. Aucun témoignage n'en fait mention. Son existence se signale seulement par l'envoi par la poste de quelques journaux (3 numéros) et de tracts saisis par la police en juillet 1941⁵.

Plus significatif encore est le caractère très épisodique de l'activité de Témoignage Chrétien. Signe de leur faible et irrégulière diffusion, ses publications ne sont jamais signalées par la police. Pourtant, André Mandouze, durant l'année qu'il passe au lycée de Toulon, en 1941-42, commence à les répandre. Louis Cruvillier lui en a confié la responsabilité fin 1941 ou début 1942. Ce n'est pas cette action qui le fait surveiller (en vain), mais un commentaire peu conformiste du message d'Abel Bonnard, secrétaire d'Etat à l'Education nationale⁶. Dénoncé par une voie qui doit être une plainte d'élève appuyée par un très discipliné proviseur et un recteur vindicatif, André Mandouze reçoit deux commissions rogatoires, alors qu'il est en vacance à Bourg-en-Bresse⁷. Si l'affaire n'a pas d'autres suites – Mandouze étant nommé à la rentrée assistant à la faculté de Lettres de Lyon – son départ n'en coupe pas moins les contacts. Il faut attendre la fin de 1943 pour qu'un Hyérois, non originaire du département lui aussi, reprenne la diffusion. Pierre Brunet, contrôleur des contributions directes, nommé à Hyères en octobre, participe déjà à des filières catholiques. Il a aidé à camoufler en Haute-Loire des réfugiées juives de Bandol. Par une amie du Puy, il connaît Témoignage Chrétien. C'est chez elle qu'il va chercher 500 cahiers et 250 courriers et qu'il obtient le contact avec le groupe marseillais de l'abbé Ardoin, responsable régional. Mais le démantèlement de ce groupe par les Allemands peu après provoque son arrestation, le 1^{er} décembre, et son envoi en déportation⁸.

Est-ce à dire que les catholiques n'aient marqué d'aucune autre pierre notable la construction de la Résistance varoise ? Certainement pas. D'abord parce qu'ils fournissent leur lot à partir du moment où les yeux se descillent sur la réalité du régime. En 1944, par exemple, de jeunes chrétiens, venus des Scouts, participent

5. Journaux reçus à Saint-Raphaël et Fréjus les 1^{er} et 12 juillet et tract « *Notre combat 25 juin 1940-25 juin 1941* » par le « Centre exécutif de Liberté », posté à Nîmes, adressé à divers Toulonnais à la mi-juillet.

6. Son courrier est surveillé en juillet 1942. Les renseignements recueillis, considérés comme « bons », font mettre fin à cette surveillance (AD BdR M6 III 1140).

7. AN 72AJ 73, dossier Témoignage Chrétien, tém. de Louis Cruvillier janvier 1957 et André Mandouze septembre 1946.

8. AD BdR Fond Cognac. Le curé du Plan-du-Castellet est lui aussi en contact avec le groupe de Marseille.

au rassemblement que constituent les FUJ, d'autres sont au maquis et, partout, il en est pour participer au combat libérateur. Mais surtout parce que la Résistance naissante a été marquée, même ici, par quelques non-conformistes issus du courant démocrate-chrétien.

Trois noms émergent dès la phase de préhistoire de la Résistance. C'est peu, mais pas si négligeable puisqu'il s'agit d'initiateurs.

André Ruelle ou la préhistoire de Combat

L'action d'André Ruelle dans la Résistance est restée longtemps ignorée dans la mesure où il a été assez vite arrêté et obligé de quitter le Var. Ingénieur à la SNCF, chef du district de Saint-Raphaël, âgé de 44 ans, père d'une petite fille, cet homme discret, ancien militant du Sillon et de Jeune République, est l'un des premiers recrutés par des officiers des camps de Fréjus qu'Henri Frenay a gagnés à ses vues. Ruelle correspondait tout à fait à ces cadres dont Frenay dans les consignes élaborées fin juillet à Sainte-Maxime faisait des recrues prioritaires. Dès le début de l'automne 1940, la marchande de journaux du hall de la gare le met en relation avec le lieutenant Blouch. Par celui-ci, il rencontre peu après le « patron », qui lui confie la responsabilité du MLN – le Mouvement de Libération nationale, premier nom de l'organisation – dans le secteur de Fréjus-Saint-Raphaël, après le départ en Indochine du lieutenant Teulière. Le pseudonyme attribué à Ruelle dit assez sa précocité et son importance : *LN*, Libération nationale, que l'usage transforme vite en *Elen* ou *Hélène*.

Ce secteur est, de loin, le premier organisé dans le Var, longtemps le seul. Dans la chaîne qui unit Marseille et les Alpes-Maritimes, il est un maillon important, non seulement parce que les cheminots qu'il recrute facilitent les liaisons et les transports, mais aussi parce qu'il organise rapidement les saines projetées par Frenay ce qui le fait considérer comme modèle. Il polarise l'activité d'une Résistance locale qui se cherche et n'est pas encore spécialisée : propagande surtout orale, éventuellement écrite avec des textes non signés, contre-propagande par lacération d'affiches et inscriptions sur les devantures de certains commerçants, renseignements et recrutement d'éléments militaires surtout, mais déjà projets d'action à l'explosif et, peut-être, au début de 1941, premiers sabotages de locomotives (par sablage avec une pompe à graisse). Les activités ne s'individualisent que progressivement. Celle du renseignement s'organise sous la direction du directeur des carrières du porphyre, Jean Herbinger *Brissac*, dont le réseau, sous le nom de Mithridate, prendra une extension nationale. Mais en 1941, Ruelle et lui collaborent d'autant plus étroitement que les bases du mouvement et du réseau sont (et resteront) en partie communes.

Cette activité que Ruelle décrit dans ses mémoires, que Frenay et Claude Bourdet évoquent dans les leurs, ne ressort guère des sources policières conservées, soit par complicité tacite, soit, plus probablement, parce qu'elle reste

ponctuelle⁹. Les enquêtes menées à la suite de dénonciations ou d'interceptions postales se révèlent généralement vaines. Les textes qui circulent sont à un si petit nombre d'exemplaires qu'ils ne parviennent qu'exceptionnellement à la connaissance de la police, le cas le plus significatif étant celui de ce que nous considérons comme le manifeste fondateur du MLN¹⁰. Mais, en janvier 1941, la dénonciation d'un sous-officier infiltré dans l'une des dizaines permet de confirmer la précocité et la polyvalence du mouvement. Patriotes, très hostiles aux Italiens, les recrues de base écoutent régulièrement Londres et se révèlent beaucoup plus gaullistes que les fondateurs du MLN. Elles paraissent partager cependant les illusions du plus grand nombre sur Vichy. Ruelle qui a participé à la « Grande Guerre », ancien combattant donc, n'est pas hostile a priori au régime et à ses institutions. Après son arrestation, il se justifiera en affirmant qu'il a conscience de travailler en faveur du gouvernement et du catholicisme français. Moyen de défense bien sûr, mais qui n'est pas forcément insincère. Plus tard, en 1943, dans un rapport sur l'opinion en zone non occupée destiné à Londres, il évoquera les illusions que le régime a fait naître notamment parmi les anciens combattants qui ont adhéré à la Légion. Mais Ruelle fait partie de ces chrétiens qui sont trop profondément antibourgeois et patriotes pour s'illusionner longtemps. Dans ce rapport, n'écrit-il pas des soutiens dont bénéficie encore Vichy :

« *Le gros apport est celui de la bourgeoisie, qui, elle, n'a pas changé. Son égoïsme lui fait craindre le communisme, sa vue étroite ne lui fait voir dans la Révolution nationale que la place qui est octroyée à la religion. Fière d'être aux côtés du Maréchal, elle en oublie la France* »¹¹.

La situation exemplaire du secteur de Ruelle se prolonge jusqu'à la fin de 1941. Mais la répression s'est renforcée. Les polices de Vichy démantèlent les réseaux gaullistes ou anglophiles de la région. L'interception d'un courrier fait tomber plusieurs éléments de ce que l'on peut désormais appeler le mouvement Combat. Ruelle est arrêté à Flayosc le 22 décembre. Le lendemain, c'est le tour de Justin Fabre, un commerçant d'appareils radio, de tendance radicale, chez qui tracts et journaux venant de Marseille étaient réceptionnés. Maltraités au commissariat central de Nice, les deux hommes restent plus d'un mois à la prison de cette ville, puis, l'affaire étant instruite par le tribunal militaire de Marseille, sont conduits avec leurs co-accusés au Fort Saint-Nicolas, où ils attendent le procès dans le froid, la crasse, l'humidité, minés par la sous-alimentation, menacés par le typhus et humiliés par des geôliers indignes. Le 29 avril, le

9. André RUELLE, *Et le soleil se leva*, La Seyne, 1980, 156 p., Claude BOURDET, *L'aventure incertaine*, Paris, 1975, pp. 59 et 64, Henri FRENAY, *La nuit finira*, Paris, 1973, pp. 31 et 72.

10. Publié dans le tome 3, pp. 82-89, de notre thèse, *La Résistance dans le Var*, Aix-en-Provence, 1989. Pour plus de détails sur la Résistance, nous nous permettons de renvoyer à ce travail.

11. Arch. privées, Rapport manuscrit, s.d., mais écrit dans le 1^{er} semestre 1943 pour le réseau Goëlette (aimablement communiqué par Madame Gendreau).

tribunal condamne Ruelle et ses 4 co-inculpés à 4 mois de détention avec sursis.

Ruelle peut rentrer à Saint-Raphaël, mais il est désormais sans emploi. La SNCF l'a suspendu à la date de son arrestation. Surveillé, perquisitionné en mai sur dénonciation, désigné au moment de l'occupation comme otage, recherchant vainement du travail, il connaît la solitude des réprouvés jusqu'à ce que la SNCF – Louis Armand en l'occurrence – le réintègre dans ce que ce fils et petit-fils de cheminots considère comme une autre famille. Envoyé à Valence, où il est chargé de l'entretien des voies et des bâtiments du district, il ne tarde pas à reprendre du service dans la Résistance, à la fois au réseau Goëlette, à Résistance-Fer et en liaison avec les maquis FTP de l'Ardèche où il retrouve le lieutenant Blouch qui l'avait recruté pour le MLN.

Durant tout ce temps, et particulièrement pendant les mois de quasi quarantaine, Ruelle a pu compter sur l'appui sans faille de son épouse qui, dès le début, l'a assisté dans toutes ses activités. Cette dimension, celle du couple, sans leur être forcément spécifique, n'en est pas moins un trait caractéristique de ces résistants chrétiens pour qui le partage est fondamental.

Gaston Havard au carrefour de la Résistance toulonnaise

De 4 ans plus jeune que Ruelle, Gaston Havard est père de trois enfants au début de la guerre et, lui non plus, n'aurait pas conçu de laisser sa femme à l'écart. Associée à son action, elle assure des liaisons ou convoie des clandestins étrangers, ce qui arrive d'ailleurs aussi à sa fille aînée. Mieux encore, Havard tient à ce que ses hommes mettent éventuellement leur conjointe « dans le coup »¹².

Il avait été embauché comme ouvrier auxiliaire à l'arsenal maritime de Toulon, mais faisait fonction d'ingénieur chargé des installations électriques. Fils d'un officier à principes, conservateur, évidemment patriote, il a été marqué par son grand-père maternel, Jean-Pierre Bordenave, personnalité radicale-socialiste, conseiller général à plusieurs reprises dans les cantons du Luc et de Besse. Influencé par l'un et l'autre, Gaston Havard ne s'en démarque pas moins en militant au Parti démocrate-populaire et à la CFTC dont il est devenu le secrétaire départemental en 1936. Lecteur de *L'Aube*, il prend en charge les Nouvelles Equipes Françaises, mais se heurte à l'indifférence générale, alors qu'il considère Munich comme une catastrophe.

Son refus de l'armistice est immédiat. Envoyé préparer le repli de l'arsenal en Algérie en juin 1940 quand la Marine paraissait vouloir continuer le combat, spectateur atterré du drame de Mers-El-Kébir, il retourne à Toulon décidé à « faire

12. Notice sur Gaston Havard in Jean MAITRON et Claude PENNETIER (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1919-1939*, Paris, tome 32. Les renseignements proviennent des nombreux entretiens que nous avons eu avec lui et de ses « *Souvenirs de guerre* », s.d., dactyl.

quelque chose ». Il trouve le même état d'esprit chez sept de ses amis, syndicalistes de la CFTC, mais pas seulement. Cette volonté et le hasard d'un contact avec un Polonais font de lui le créateur du premier réseau de renseignement à Toulon, dès l'automne 1940. Il monte l'antenne locale de ce qui deviendra plus tard le très important réseau F2, dirigé par des Polonais avec le soutien des services britanniques. Cette intégration permet à Harvard et à ses amis de brûler les étapes : leurs renseignements ont un débouché, ils ont les moyens d'agir efficacement, ils bénéficient de l'expérience de spécialistes en matière de méthodes de travail. Mais à ces atouts, ils ajoutent quelques principes dont l'arrestation précoce et momentanée d'Harvard par la police toulonnaise, en janvier 1941, vient confirmer la nécessité : refus de calquer la hiérarchie de l'organisation sur la hiérarchie professionnelle, enquête stricte sur les recrues, hantise des dangers que fait courir l'habitude, vérification régulière de l'application des règles de sécurité, bénévolat de principe, mais assurance qu'en cas de nécessité les agents ou leur famille seront pris en charge. Ces règles contribuent au succès d'une organisation clandestine qui parvient à fonctionner sans interruption jusqu'à la Libération.

L'organisation s'étend assez vite, recrutant entre 1940 et 1942 52 agents qui permettent de couvrir la côte entre Sète et Vintimille et de pousser des antennes en Italie, en Corse et en Afrique du Nord.

L'Association des jardins ouvriers dont Harvard est le président assure une couverture commode, mais aussi l'adhésion aux Volontaires de la Révolution nationale. Par contre, Harvard s'est refusé à continuer à militer dans la CFTC que ses successeurs essaient de faire admettre dans le nouveau paysage syndical.

Le monde de la Résistance des débuts est un tout petit monde où presque tous ceux qui cherchent à agir en viennent inévitablement à se rencontrer. Harvard (*Hardi*, puis *Foch*) est au cœur du microcosme de la Résistance non communiste de Toulon, en liaison avec ceux qui, en tâtonnant, sont en train de la forger et qui en seront, deux ans, après les chefs départementaux ou régionaux (Frank Arnal, futur chef régional du SR des MUR et président du CDL du Var, John Mentha, futur chef régional de Franc-Tireur, etc.). Il en est la principale plaque tournante, d'autant qu'au départ, il projette, comme d'autres au même moment, de mettre sur pied une armée de Libération et envisage des sabotages. C'est la raison pour laquelle, le jour de sa première arrestation, se trouve chez lui, porteur d'explosifs, Herbinger créateur d'un autre réseau soutenu par les Britanniques, que nous avons vu avec Ruelle à Saint-Raphaël.

Syndicaliste, il participe, à la demande de Marcel Poimboëuf à la remise sur pied de Libération (fin de 1941 ou début 1942), mais, de plus en plus impliqué dans le renseignement, y envoie Maurice Verviers *Auclair* qui en deviendra le chef régional. A la même époque, il joue le même rôle d'entremetteur avec Franc-Tireur que Jean-Pierre Lévy vient créer à Toulon. Il appuiera un peu plus tard la création du MOF (Mouvement ouvrier français).

Le réseau a pris une telle extension qu'il s'est ramifié en sous-réseaux paral-

lèles, supervisés par l'une des recrues d'Harvard, le capitaine de frégate Trolley de Prévaux, l'un des rares officiers supérieurs de la Marine à participer à l'activité clandestine.

Arrêté 6 jours en janvier 1941 à cause de l'imprudence de l'un de ses premiers agents et acquitté, arrêté de nouveau pendant 8 jours en janvier 1942 sur dénonciation et bénéficiant d'un non-lieu, ayant assuré le redémarrage du réseau qui a été décapité peu après l'occupation, Havard doit quitter Toulon en août 1943 à la suite d'une trahison, non sans avoir assuré le relais. D'abord caché à l'hôtellerie de la Sainte-Baume, hébergé ensuite dans les environs de Toulouse, il est affecté par F2 à Paris à la tête des secteurs Nord et Est du réseau, avant d'être chargé, fin 1943, de le diriger en Bretagne d'où il est obligé de partir en mai 1944 à la suite d'arrestations. Il passe alors en Espagne et rejoint l'Afrique du Nord.

Par l'intermédiaire de la CFTC et de *Temps présent*, Havard avait été en relation avant-guerre avec Georges Cisson, tandis que Ruelle l'avait connu par Jeune République. L'un et l'autre savaient qu'ils pouvaient compter sur lui.

Georges Cisson, un saint laïc

Georges Cisson est mort, fusillé, le 18 juillet, dans un vallon isolé du terroir de Signes, en compagnie de 28 autres résistants de la région, socialistes, francs-maçons, communistes ou sympathisants pour la plupart¹³. Père de deux enfants, plus jeune que Ruelle et Havard – il était né en 1910 – ce véritable saint laïc qui avait fait vœu de pauvreté en 1935 était promis, selon ses amis, à un avenir politique important.

Adjoint technique aux Ponts-et-Chaussées de Draguignan, Cisson était l'animateur local de la CFTC. C'est à ce titre, dans le cadre du Rassemblement de Front populaire, qu'il participait à la célébration de la Révolution Française le 14 juillet 1939. Mais il n'a pas été insensible à certains aspects d'une Révolution nationale dont il a espéré sans doute un temps, comme d'autres de sa mouvance, qu'elle prendrait les couleurs du personnalisme. Pupille de la Nation, grièvement blessé en 1940 (d'où la perte d'un œil), il adhère à la Légion des combattants avec certains des amis qui forment avec lui un cercle d'étude. Il y est resté jusqu'au 14 juillet 1943, dans l'espoir d'abord de la noyauter, puis l'utilisant comme couverture. La date choisie pour démissionner est significative. Il est alors en train de plonger dans la clandestinité.

Cisson et son groupe reçoivent *La Voix du Vatican*, bulletin clandestin diffusé par des démocrates-chrétiens d'Avignon désireux de faire connaître les émissions de cette radio que son origine ne fait pas échapper à la censure. Dirigeant les Eclaireurs de France du secteur, il est aussi correspondant de *Temps présent*.

13. Notice sur Georges Cisson in Jean MAITRON et Claude PENNETIER, op. cit., tome 22.

Il n'est donc pas surprenant de le voir présenter Stanislas Fumet, venu à Draguignan le 12 juin 1941 pour faire connaître *Temps nouveaux*. Lorsque Ruelle projette d'étendre Combat dans la région de Draguignan, c'est naturellement à Cisson, ancien de Jeune République comme lui, qu'il songe pour le diriger, mais le lien est rompu par son arrestation. Au début de 1942, il est sollicité pour prendre en main Libération dans l'arrondissement, alors que d'autres résistants, originaires des Arcs, comme lui, réorganisent Combat dans le même secteur. Avec eux, Cisson participe à la formation des Mouvements unis de la Résistance et dote la Résistance locale d'un journal clandestin, *Résistance*, organe non seulement des MUR, mais aussi du Parti communiste, en mai 1943. A la suite de la cascade d'arrestations qui décapitent les MUR du Sud-Est entre avril et mai 1943 (affaire *Flora*), il accède à la direction départementale et régionale de Libération. Avec deux autres Varois qui représentent Combat et Franc-Tireur, il assure le fonctionnement du directoire régionale des MUR jusqu'en octobre 1943. Il est alors chargé de la responsabilité régionale du NAP (Noyautage des administrations publiques) et de la presse. Cette énumération ne peut rendre compte de toutes les tâches qu'il assume, et encore moins de tous les risques qu'il encourt, soutenu dans sa vie devenue clandestine par une foi qui ne s'accommode que d'un engagement total et d'une confiance qui ne se mesure pas. Aussitôt après-guerre, Henri Michel, qui deviendra l'historien de la Seconde guerre mondiale que l'on sait, a évoqué la personnalité sans détour de Cisson, devenu son ami, mais qui « *mû par une belle confiance, et par beaucoup d'imprudence, se fit totalement connaître dès le premier abord* ». Avec lui, le professeur du lycée de Toulon, le laïc, le militant qui représente le Parti socialiste au Comité départemental de Libération, prépare *Provence Libre*, Le journal des MUR de la région dont le numéro 1 paraît en décembre 1943. Ensemble, ils échafaudent pour la Libération des projets de journal « *pas comme les autres* » et « *propre* », se rejoignant sur le refus de l'argent et les principes de morale élémentaire. Ensemble, ils imaginent un grand parti du travail qui « *serait libéral, évidemment, et défenseur des droits de l'homme* », « *démocrate aussi, et en faveur du régime républicain* », « *anticapitaliste, pour les droits des travailleurs* », mais qui « *ne serait plus anticlérical* », pas plus qu'il ne serait internationaliste et pacifiste à tout prix¹⁴. *Provence Libre* se fait l'écho de ces débats et de ces espérances. A la tribune libre « *Vers un grand parti du travail* » que signe « *un socialiste* » dans son premier numéro, en page 4, répond dans le numéro 3 de février 1944 l'article d'un « *catholique favorable au grand parti du travail* ». Mais c'est sans doute dans un éditorial de *Résistance* que Cisson a exprimé le plus nettement des objectifs auxquels Ruelle tout comme Havard auraient pu souscrire :

14. Henri MICHEL, *Quatre années dures*, Paris, 1945, p. 119 (dans ce roman-témoignage, Cisson apparaît sous les traits de Tisserand).

15. *Idem*, *op. cit.*, pp. 126-127.

« Tout d'abord, nous voulons une France Libérée de l'envahisseur,
 Mais aussi, nous voulons une FRANCE
 LIBRE, c'est-à-dire d'où seront bannies et la licence qui dégrade, et la tyrannie qui avilit ;

SOCIALE, c'est-à-dire où le travail primera le capital ;

DEMOCRATIQUE, c'est-à-dire où seront respectés, à la fois, les principes d'égalité spirituelle des hommes et ceux de hiérarchie dans la communauté, principes qui ne sont pas opposés mais complémentaires ;

PERSONNALISTE c'est-à-dire où la dignité de la personne humaine sera exaltée ce qui exigera :

la condamnation et du libéralisme économique, et de l'étatisme ;

l'instauration d'un régime où la propriété capitaliste sera dépassée et transformée, en propriété privée au service de la personne humaine.

SPIRITUALISTE, c'est-à-dire où les forces spirituelles ne seront ni bafouées, ni imposées, mais respectées et honorées.

PACIFIQUE, c'est-à-dire où l'idée de PATRIE subsistera mais ne sera plus un obstacle à une entente avec les autres Nations.

HEUREUSE, dans la justice, c'est-à-dire où tous les maux n'auront pas disparu (il ne peut être question d'instaurer le Paradis Terrestre), mais où il ne sera plus toléré qu'une catégorie d'individus puisse échafauder son bonheur sur la misère d'autrui ».¹⁶

A la suite du 6 juin 1944, alors que l'on croit imminent le débarquement en Provence, Cisson et Michel assurent à Draguignan, la préfecture, la délégation de pouvoirs que leur a confiée le CDL. Mais la Libération est remise à plus tard. Le 12 juillet suivant, au 54, rue de La Palud, au magasin de tapis que tient l'ancien conseiller général radical-socialiste d'Aups, Charles Boyer, Cisson Dubos (après avoir été *Lebrun, Lucien, Roumi*) tombe dans la souricière tendue par les hommes de la « Gestapo ».

✧

* *

Le clergé local craignait d'être entraîné par la débâcle de Vichy. Or, la Libération ne s'accompagne dans le Var pas plus qu'ailleurs d'aucun regain significatif d'anticléricalisme. Bien au contraire, une place est faite aux catholiques dans les comités de Libération. Monseigneur Gaudel célèbre une grande cérémonie d'action de grâces, le 29 août, à peine terminée la Libération de Toulon. Tout se passe comme si la Résistance considérait que le monde catholique dans son ensemble, à commencer par son clergé, avait été partie prenante de son combat. Que des considérations tactiques aient joué en faveur de cette attitude – les

16. *Résistance*, n° 2, juin 1943, intitulé LA FRANCE QUE NOUS VOULONS.

nécessités électorales futures, surtout avec le vote féminin – est une évidence qui n'explique pas tout. La volonté d'unité, qui prenait ainsi le pas sur une éventuelle volonté de revanche, pouvait s'appuyer sur l'engagement précoce de quelques marginaux, leur sacrifice, le prestige ou les positions qu'ils avaient gagnés et dont tous bénéficiaient.

Jean-Marie Guillon